

LA SOCIAL-ÉCOLOGIE A-T-ELLE UN AVENIR ?

- I- **Le désarroi idéologique français, p 3**
 - Le nihilisme de la social-démocratie, p 3
 - L'heure de la décompo-recomposition politique, p 6
 - Déconstruire pour tout reconstruire, p 8

- II- **L'écologisation en marche, p 9**
 - L'écologie politique frappée d'obsolescence, p 10
 - La faillite d'EELV, p 11
 - Quid du parti écologiste (LPE) ?, p 12

- III- **Y at-il un chemin pour une social-écologie ?, p 13**
 - Traduire politiquement le lien entre écologie et question sociale, p 13
 - Relever le défi démocratique, p 14
 - Faire revenir l'Europe dans l'histoire, p 15

- IV- **(Ré) inventer un cadre émancipateur pour le XXI ième siècle, p 17**
 - Du Proudhon chez Macron ?, p 17
 - Équilibrer les contraires, p 18
 - Rouvrir *les Possibles*, p 19

« Le hasard ne prend figure que lorsque nous renonçons à comprendre et à vouloir »

Maurice Merleau-Ponty*

Le désengagement de la nouvelle administration américaine des Accords de Paris, piétinés par Donald Trump, et son lot de déconsidérations sur le plan environnemental montrent si besoin était que rien n'est définitivement acquis, rien n'ira de soi pour le moins, en matière de transition écologique à l'échelle de la planète.

Le bénéfice que le nouveau Président américain en espère en termes de plus-value économique nous renvoie finalement aux théories critiques de Pierre-Joseph Proudhon sur la propriété où ce dernier énumérait dès 1840, dans son fameux *Qu'est-ce que la propriété ?*, les principales sources d'injustices, sociales, spatiales et environnementales qui n'auraient fait que se déplacer aujourd'hui.

Ce que l'on peut caractériser comme la vampirisation des ressources naturelles encore trop sous-questionnée par les experts, et notamment ceux en aménagement, immergés, depuis le rapport Brundtland de 1987 (1), dans les ambivalences du « *capitalisme vert* », résonne plus nettement au cœur de sociétés trop largement encore sacrifiées à l'aune de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui *l'anthropocène* (2). Si les 11 500 dernières années ont ménagé des conditions de vie relativement stables permettant à l'homme de sauter de la terre labourée du néolithique, *l'âge de la pierre nouvelle*, au sol lunaire, désormais nous filons vers l'inconnu.

Autour de ce concept, la communauté scientifique s'interroge aussi sur nos représentations du monde. Car cette époque interpelle les certitudes de notre modernité, de nos modes de développement et de comportement, de vie, comme de notre vision du monde. Façon de dire qu'il ne s'agit pas d'une crise passagère, qu'on peut oublier entre deux Sommets de l'Environnement au nom de la sacro-sainte croissance, mais d'une révolution géologique d'où l'activité humaine ne serait pas étrangère. Une chose est sûre : l'histoire humaine a rendez-vous avec l'histoire de la Terre : les Hommes pèsent sur le devenir géologique de la planète, tandis que les limites et les processus globaux de la Terre ont fait irruption sur la scène politique, dans nos vies quotidiennes, jusque dans nos corps.

Quand bien même certains travaux, comme *Le Guide des humanités environnementales* (2016) d'Aurélié Choné, Isabelle Hajek et Philippe Hamman, réveillent les questionnements démocratiques pour une soutenabilité équitable à l'échelle d'une écologie politique mondiale, on voit bien que cela ne va pas de soi.

Dans le monde de l'entreprise notamment, ça relève encore très largement plus de la mercatique opportuniste pour positiver sa réputation que de l'adhésion réelle. Notre ami Thierry Libaert, professeur et directeur du LASCO de l'université de Louvain, membre du CS du PRÉ, a du reste développé la thèse que « *le développement durable est une invention de la communication* » (in *Communication et environnement, Le pacte impossible*, PUF, 2010). On sait les ravages du *greenwashing* ces dix dernières années, les champions étant les secteurs qui avaient le plus à se faire pardonner : automobile, énergie et BTP, qui ont juste réussi à agacer les populations de plus en plus acquises aux enjeux écologiques, mais de plus en plus suspicieuses vis à vis des politiques de com de ces entreprises. Le *dieselgate* vient d'illustrer ce gros malaise. Les consommateurs et usagers ne demandent pas qu'on en fasse des tonnes, encore moins qu'on les berne, mais qu'on agisse, et que les entreprises agissent aussi, réellement. Un changement de braquet est en cours qui fait qu'aujourd'hui, certaines, y compris parmi les plus grosses, sont plus sobres en matière de com, et surtout en ont fait ou envisagent d'en faire un choix rationnel.

Songeons que les seuls changements climatiques ont sapé les progrès qui ont pu être réalisés de par le monde (ozone, assainissement, eau potable...). Les émissions de dioxyde de carbone ayant plus que doublé depuis 1990, la déforestation s'est poursuivie et la pénurie d'eau affecte 40% des habitants de la planète.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les entreprises françaises ne sont pas les moins volontaires : elles semblent globalement se comporter, en matière de responsabilité sociale et environnementale, mieux que leurs homologues américaines ou allemandes par exemple.

Il reste que de gros efforts restent à faire. Notamment en matière de pollution de l'air, d'émission de gaz polluants, qui engage aussi la responsabilité des pouvoirs publics. On s'aperçoit ainsi que la France ne respecte toujours pas la réglementation européenne. Certes, la France n'est pas la seule : la Bulgarie, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne ou le Royaume-Uni...

La campagne présidentielle a permis de révéler cette procrastination dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres (travail, démocratie sociale, école, formation, santé, financement de l'économie numérique, fiscalité, etc.). Elle a surtout mis au grand jour le dépérissement du politique après des années et des années de stratégies narcissiques menées par des partis traditionnels sans boussole.

L'élection d'Emmanuel Macron qui a réussi à capter le désir de renouveau des Français dégage un horizon des possibles que nous n'entrevoions même pas un an auparavant, qui pourrait nous faire penser que l'idée d'une transformation de la société n'est pas morte, le traitement de ses déséquilibres pas impossible. Comme si aussi une confiance collective (même relative) envers la France était en train de revenir.

I- Le désarroi idéologique français

La dernière période a offert une formidable opportunité pour la gauche française et singulièrement pour les socialistes - pour la social-démocratie européenne globalement - (plus marginalement pour la droite et le centre), de se régénérer par l'écologie. Tout en ne désertant pas le social. C'est-à-dire aussi en ne se satisfaisant pas par exemple de l'idée reçue que la dégradation des conditions de travail s'expliquerait majoritairement par une pression psychologique accrue, alors qu'elle semble bien davantage le fruit du nouveau productivisme qui a présidé depuis une vingtaine d'années à la réorganisation des entreprises et à la désorganisation du travail. Des économistes ont d'ailleurs démontré que, loin d'être une « fatalité économique », cette situation constitue plutôt une aberration économique. Du reste tous les indicateurs sur cette question sont assez alarmants. Sans doute, et c'est une banalité de l'affirmer, que la problématique de l'emploi n'a pas peu contribué depuis quelques années à occulter celle du travail et des conditions dans lesquelles il s'effectue. Ce qui peut paraître aberrant tant la dégradation des conditions de travail a un coût pour la collectivité mais aussi pour les entreprises elles-mêmes.

Cette période aurait pu permettre à la gauche de gouvernement de revenir plus largement sur ce qui a pu être perçue comme une reddition face à l'économisme et rompre avec sa vision « pan-économique » du monde. Sauf que sur ce registre la gauche n'a pas vraiment travaillé ces quinze dernières années. Les débats n'auront guère progressé sur une éventuelle alternative entre la poursuite du développement d'une société capitaliste telle que nous la connaissons et une société fondée sur d'autres critères d'évaluation que le seul P.I.B. Les « modèles » restent à inventer autour de la notion de *travail soutenable* (dans de nouvelles formes contractuelles, dans de nouveaux modes relationnels) et la reconversion écologique (qualité du travail, des produits, respect des normes internationales sociales et environnementales) à engager.

Le fait est qu'ils n'ont pas su tous (complètement) saisir cette opportunité et de faire leur l'écologie.

Le nihilisme de la social-démocratie

C'est le paradoxe : le parti dominant à gauche jusqu'à il n'y a pas si longtemps, le PS, parle le Vert depuis 1981 et s'est converti aux enjeux écologiques dès 1989 avec ce nouveau paradigme qu'est le "*développement durable*" (sous l'influence notable du courant fabiusien) (3) qui, sans remettre alors en question la croissance économique, postule la promotion conjointe de l'équité sociale et du respect des systèmes naturels. Le concept de développement durable intégrera les textes officiels du PS dès 1991. Peu à peu, un renversement s'opère et la croissance devient même la condition de la protection de l'environnement considérée alors uniquement comme un coût.

Mais au final, le PS n'a pas su faire la différence, se faisant même damer le pion par un Parti de Gauche (PG) plus fraîchement « converti » (fin des années 2000). Sans doute parce que les enjeux exposés n'ont pas été suffisamment appropriés par les militants et que l'opinion publique elle-même ne lui aura pas accordé le crédit

de cette conversion. Ils y auront vu à peine un slogan, « *la social-écologie* », juste une *base line*, la sous-bannière du logo du PS à partir de la campagne des élections départementales de mars 2015, sous l'impulsion stratégique du 1er Secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. Les esprits chagrins n'y auront vu qu'une tentative de recyclage de l'idéologie du PS pour bobos des grandes métropoles. Il reste surtout que ce virage fut trop tardif, réalisé trop en catimini, sans y mettre le contenu nécessaire et sans donner à voir le nouveau projet de société que cela impliquait. Donnant au final le sentiment de traduire un rafistolage idéologique presque honteux. L'enjeu de la social-écologie n'a du reste fait l'objet que d'une modeste « contribution thématique » lors du congrès de Poitiers du PS en 2015 : « *Social-écologie, démocratie : en avant !* » (signée par Jean-Louis Bianco et Guillaume Garot).

Pire et cruel : un an plus tard, au moment de la COP 21, le PS a été infichu de capitaliser sur le succès français des Accords de Paris. A se demander si la *social-écologie* ne lui a pas glissé des mains comme la truite de Levinas. Moyennant quoi, les socialistes arrivent en cette fin d'été au milieu du chemin des supplices. En déshérence totale au point de se menacer de se renvoyer les comptes de la campagne et ceux des précédentes...

En définitive, seuls JL Mélenchon et dans une moindre mesure M Le Pen ont su s'emparer de la thématique écologiste en cannibalisant l'écologie politique ou en braconnant sur les terres écologistes, à la faveur de la présidentielle 2017 (4).

Très habilement, pour le premier : Mélenchon a décidé d'afficher son ancrage écolo dès 2009. Lors de la convention du Parti de gauche (PG) des 5 et dimanche 6 décembre à Crosnes (Essonne), celui qui n'était encore que député européen annonce que le nom du parti aura dorénavant un sous-titre : Ecologie - Socialisme - République. La « prise » de Martine Billard, députée de Paris, partie des Verts pour le rejoindre comme Porte-parole devant témoigner de cette conversion et de sa différenciation pour ce qui n'était encore qu'un petit parti coincé entre le PCF et le NPA. Cela ne lui aura cependant pas suffi pour emporter l'adhésion d'une majorité de français. Pas plus que les accents républicards et cocardiers ou un « populisme » (qu'il revendique) opposant non plus la gauche et la droite, mais le « peuple » et « l'oligarchie », le « haut » et le « bas » de J-L Mélenchon, mis en scène depuis 2012, ou son opposition proclamée à une laïcité interculturelle n'auront su séduire suffisamment. Il n'empêche que la FI, même en disharmonie avec le PCF (qu'elle aura fini par annexer après avoir fait le coucou - pendule), a réussi à s'installer dans le paysage politique. Elle aura fini de surcroît à effacer EELV après avoir colonisé l'écologie politique. La micro fraction des écolos gauchistes dogmatiques se soumettant d'elle-même cet été sans pouvoir exiger de composer quoi que ce soit. Ce qui ne manque pas de piquant quand on sait combien l'ancien sénateur socialiste, formé à l'OCI, tient depuis toujours en haute détestation les *décompos* et prend comme une offense le fait de se voir assimiler à un gauchiste ! Et puis JL Mélenchon a de quoi se consoler, car à n'en pas douter, il va devenir le « meilleur adversaire » du Pt Macron tout en continuant à fournir à la jeunesse le rêve d'une révolution retweetable.

Intégrant opportunément, pour la seconde, une dimension écologique à son programme, y consacrant une convention nationale spécifique en déc. 2016 (contrairement à 2012), mais minimale, réduisant l'écologie à la dimension identitaire et nationale, niant en réalité ce qui en fait sa singularité. Pour autant le FN, s'il a perdu son pari et qu'il n'est plus le premier parti de France, s'il a échoué à confirmer son score présidentiel aux législatives, conforte sa position de leader chez les droites.

Egalement, B Hamon, le candidat socialiste de substitution, vainqueur inattendu de la primaire qui a, sur le tard, mais très vite, appris à parler écolo, y compris le « Gorz », ce qui put être un atout. Il a adopté une signature explicite sous forme de hashtag vert. Et s'est évertué lors du deuxième débat de la primaire de la gauche à faire passer un message simple, mais dit comme cela pas forcément populaire : « *Le choix des énergies renouvelables, c'est le choix des économies pour les Français* ». Il s'est cependant fourvoyé dans ses alliances préférant dealer avec une EELV démonétisée dont il mésestimé le rejet chez les électeurs (singulièrement chez les socialistes) et s'est ensuite perdu dans son obnubilation de JL Mélenchon, aveuglé qu'il était par sa désignation à la primaire. Il s'est embourbé dans la thèse contestable et contestée de l'inéluctabilité de la raréfaction du travail qui lui fit mettre sur la table une des rares idées nouvelles de la campagne, même si le concept n'est pas neuf : le revenu universel d'existence qui, tout d'inspiration libérale qu'il est, eût pu susciter de l'adhésion et à droite et à gauche. Sauf que sa philosophie a trop heurté la tradition

socialiste qui, de Saint Simon à Proudhon en passant par Marx, fait du travail la forme privilégiée de l'accomplissement personnel. Sous des formes assez différentes, certes, ces derniers ont considéré le prolétariat comme l'accoucheur et le bénéficiaire d'une civilisation du travail. La question de son financement ensuite a fait se gausser à droite et s'interroger à gauche. Une certaine incompréhension s'est dès lors installée qui fit redouter de surcroît une société « à deux vitesses » dont eurent pu s'accommoder les libéraux et une partie de la droite, plus difficilement les socialistes et les gens de gauche. Le côté inconditionnel, pour tous (aussi pour Mme Bettencourt a compris l'opinion publique), sans rapport avec le statut professionnel ou familial a achevé de marginaliser une proposition qui eut cependant le mérite de poser sous un angle nouveau la question sociale. L'incompréhension était dès lors dans les têtes que n'ont pas suffi à dissiper ensuite les versions réajustées, mais brouillonnes qui en furent données.

Négligeant de faire campagne contre la droite et l'extrême droite, concentrant ses tirs contre Emmanuel Macron et épargnant JL Mélenchon (qui a fini par l'essorer complètement), ses choix auront laissé nombre d'électeurs traditionnels du PS sur le carreau. Tous ceux qui ne pouvaient se résoudre à se reconnaître dans les postures populistes et radicales du leader de la FI et redoutaient le saut dans l'inconnu, le positionnement à leurs yeux acrobatique, l'hybridation idéologique que leur proposait le candidat Macron.

Un résultat évidemment hyper décevant pour le PS et pour la tribu des « frondeurs », qui verra son chef réussir seulement à se faire « fronder » à son tour, puis prendre ses responsabilités en ... quittant son parti. Comme l'autre finaliste de la primaire, M Valls. Une première ! B Hamon restera dans l'histoire comme celui qui aura mis la dernière pelletée de terre sur le PS d'Epinay de François Mitterrand à l'issue d'une campagne présidentielle où, plus tacticien que stratège, il n'aura rassemblé ni son camp, ni sa famille politique. Emportant dans sa chute, EELV, poissarde jusqu'au bout, renvoyant les écologistes politiques « à l'âge de la pierre » comme a pu le titrer *Le Monde*... Ce qui fera exprimer à Yannick Jadot, qui s'était retiré de la course à son profit, son ressentiment, multipliant tout l'été les critiques à l'égard de l'ancien ministre, estimant avoir été son « *faire-valoir* » pendant la campagne présidentielle.

A droite, Alain Juppé, l'un des rares dirigeants de premier plan à s'être converti depuis plusieurs années aux enjeux écologistes, n'aura tout simplement pas réussi à passer le cap de la primaire, malgré les augures.

Une certitude dans cette séquence : le système des primaires mis en place à gauche et à droite s'est révélé comme un cataplasme démocratique qui n'aura fait qu'empirer le mal qui rongait les partis traditionnels. Il n'aura pu empêcher le surgissement d'une gauche cannibale, totalement disloquée, au point qu'il faut dorénavant évoquer plutôt « les gauches » tant elle est devenue diverse et antagonique. Il aura surtout mis à nu les dégâts d'un nihilisme ravageur touchant le politique. Qui fait penser et dire que la tambouille du voisin sent le bizarre. Tout se vaut et donc rien ne vaut. Comme une forme monstrueuse de démocratisation, une « démocratie par excès » – « chacun pour soi », « c'est moi ou le chaos », « il n'y a qu'une seule voie », « entre moi et le peuple », « avant moi, ça n'existe pas, après moi, ça n'existera plus », « soumets-toi, tu n'es rien »... Nous sommant tous de choisir notre camp. A gauche, chez certains, cachant mal en réalité un désir de captation de la volonté de démocratie par le seul trône vertueux de « la morale » excluant dans les faits la plus large majorité du peuple de ce « *droit de décider* ». Déclarant l'individu haïssable à qui l'on reproche son égoïsme, sa violence, son incapacité à gérer ses pulsions et ses désirs, sur qui on met sur le dos la montée en puissance du néo-libéralisme, la désagrégation des liens sociaux, les dérives fascistes. Et même le réchauffement de la planète... Les lignes de clivage déjouent les étiquettes comme jamais.

En réponse à cet étrange nihilisme de la social-démocratie et son incapacité de se régénérer par l'écologie, ou de capter ne serait-ce que l'image de l'écologie politique (elle en aurait eu les moyens), nombre de récentes publications ont tenté de repenser « *l'écologie* ». Citons entre autres les travaux (5) du philosophe français Serge Audier qui note, non sans raison, que les traditions intellectuelles de la gauche ont semblé souvent impuissantes à traiter la question écologique, enferrées qu'elles étaient dans le culte des " forces productives " ou leur vision suspicieuse de cette société écologique qui ne serait que la niche d'un conservatisme traditionaliste ou d'un romantisme réactionnaire.

Ou encore le philosophe italien Emanuele Coccia avec son essai *La vie des Plantes* qui y élabore « *une métaphysique du mélange* ». Une réflexion métaphysique novatrice sur les plantes et les végétaux. Mais pas que. Trop souvent négligées, y compris par la biologie, les plantes sont considérées par l'auteur comme des objets privilégiés de la pensée, capables d'ouvrir à une philosophie du monde conçu comme mélange, en rénovant profondément les approches écologiques, ontologiques et politiques.

Autant d'hybridations théoriques à la source des nœuds ontologiques contemporains éclairant les propos de la philosophe française Catherine Larrère (6), quand elle avance sur France Culture (en février 2017), très justement, que « *ne pas s'occuper du social, c'est bloquer les solutions environnementales* »...

Un constat manifestement peu partagé par l'allié du PS, EELV, qui ne s'est socialisé d'aucunes manières depuis 2012, et par le PS lui-même, puisque ce dernier n'a pas plus réussi à s'écologiser totalement de son côté...

En réalité, l'enjeu n'est plus de « dépasser » le socialisme, comme l'avait souhaité le 1^{er} secrétaire du PS, il est sans doute trop tard pour cela, pour effectuer je ne sais quel Bad Godesberg à la française, il est d'enjamber le modèle social-démocrate (lui-même devenu sinon obsolète, du moins, moins désirable et surtout culturellement difficilement praticable en France) pour changer : de positionnement ; d'alliances, de leviers d'action et de rapport avec les électeurs-citoyens.

C'est sans doute conscient aussi de ce nihilisme de la social-démocratie qu'Emmanuel Macron a pu rafler la mise lors de la présidentielle. Il a su poser un diagnostic, n'oubliant pas en cela combien l'art politique est aussi une science des singularités. Il n'a pas caché son engagement pour l'environnement et, même s'il n'a décliné pour l'instant sa pensée que par petites touches, il a cependant évoqué « *l'urgence écologique* » dans les premières phrases de son discours au soir du premier tour, dimanche 23 avril.

Aujourd'hui, c'est peu de dire que les cartes sont totalement rebattues.

Obligeant les uns et les autres à réviser, sinon à changer leur grille de lecture, à revoir leurs fondamentaux, à essayer de rattraper leur retard sur le déficit de réflexion partagée ces 15 dernières années. Plus qu'un chamboulement, un choc dont les ondes ont touché jusque dans les rédactions des médias où des réorganisations ont été mises en place cet été !

Le résultat des élections de 2017 offrira-t-il un nouvel horizon pour que les réformes ne s'engluent pas dans l'ordre existant des choses ? Cela semble être en tous les cas la promesse d'EM. Sa méthode semble autoriser la possibilité d'une vision autre que simplement gradualiste et progressive du changement politique qui passerait à côté des ruptures et négligerait la capacité créative des affrontements sociaux, et sa vision semble rejoindre celle que nous nous efforçons de promouvoir au PRé depuis 2010, qui remette en cause l'hégémonie d'un modèle de croissance irraisonnée, insoutenable socialement, injustifiable moralement, suicidaire politiquement.

Enfin, ce résultat peut aussi être vu comme une victoire contre le pessimisme prêté aux français, contre le déclinisme sur lequel il reposait en effet jusqu'à la fin de l'année dernière. Le fait est que la campagne présidentielle a montré que le candidat d'En Marche a su se poser et s'imposer comme progressiste et optimiste face aux déclinistes et aux pessimistes de tous poils. Il a d'une certaine façon redonné confiance au pays, amenant les uns et les autres à faire fi de certains traits si caractéristiques de la tradition nationale française : un certain penchant pour le schématisme, l'abstraction et le refus des faits, le goût du paradoxe, mais aussi - pourquoi ne pas le reconnaître avec l'historien britannique Sudhir Hazareesingh qui a beaucoup analysé ces dernières années le succès rencontré par ces intellectuels qui se sont alarmés des « *menaces* » pesant sur « *l'identité française* » - le recours souvent systématique à la diabolisation et aux arguments extrêmes, une vision par trop apocalyptique de l'avenir.

L'heure de la décompo-recomposition politique

Le résultat de la présidentielle qui a provoqué un séisme institutionnel avec la sortie dès le premier tour des deux grands partis de Gvt, les mettant quasiment au rebus, a mis la droite KO, a laminé le PS et disséminé pour longtemps la gauche. Le plus étonnant, c'est de constater que le résultat d'Emmanuel Macron, très improbable pour beaucoup d'entre nous il y a encore un an, ne vient pas de nulle part.

Selon le spécialiste en opinions Jérôme Fourquet et le démographe historien Hervé Le Bras qui l'ont analysé (7), il s'expliquerait par une logique arithmétique et géographique imparable : en additionnant les scores et les cartes de F Bayrou en 2012 (9,4%) et la moitié de ceux de F Hollande (28,4%), on obtient le vote Macron du premier tour. Seules exceptions significatives : le département de F Hollande et celui de F Fillon. C'est juste incroyable.

Le changement majeur de cette élection avancent-ils, c'est aussi « *le dépassement du vote de classe par un vote d'horizon* ». Le second tour ayant montré que les Français se sont décidés en fonction de la vision du futur de notre pays, grosso modo, entre une France ouverte ou fermée. Entre une France optimiste (malgré les réelles difficultés) et pessimiste. Le débat n'est pas nouveau (depuis la création du Marché commun, le traité de Maastricht ou le traité constitutionnel de 2005), sauf que les deux oppositions cheminaient indépendamment l'une de l'autre jusqu'à maintenant, les partisans de l'ouverture ou de la fermeture se retrouvant dans la gauche et la droite institutionnelles. L'autre élément d'explication, non moins inattendu, qui relativise la première analyse des résultats des élections sur l'opposition entre les grandes villes et le reste du pays, c'est de constater que cette élection ne s'est pas seulement jouée entre « la France qui va bien » et « la France qui va mal ». Fourquet et Le Bras analysent que s'il est vrai que plus on est riche et urbain, plus on a voté Macron et que plus on était dans des zones à commerces et activités faibles, voire quasi inexistantes, plus on a voté Le Pen, il est tout aussi vrai de constater que même dans des territoires qui lui étaient a priori peu favorables, voire défavorables, le candidat d'En Marche a obtenu « *un matelas de 15 à 20 %* ». Pas seulement cela, mais aussi que dans les bassins d'emploi plus dynamiques, les ouvriers ont autant voté E Macron que M Le Pen. Au terme d'une analyse très intéressante et convaincante, ils en viennent à réaliser que si l'on agrège cette France-là à celle des grandes agglomérations, on retombe pile poil sur la carte du vote Macron !

Au final, l'élection d'Emmanuel Macron signe le début d'une recomposition politique profonde qui va l'obliger, lui, mais aussi tous les acteurs politiques. A droite, l'idée même d'un grand parti unique de la droite et du centre semble avoir vécu. A gauche, au PS, l'heure des clarifications a sonné qui sera à n'en pas douter cruelle.

En réalité, les élections et leurs résultats ont surtout mis au grand jour le fait que nous sommes effectivement dans un processus de décomposition/recomposition politique. Et qui, au plan idéologique, ne vient pas d'aujourd'hui, ni d'hier, il ne fait qu'illustrer un désarroi français qui envahissait chaque jour davantage les esprits lorsqu'il était question de choix ou d'analyse politiques, ce qu'a traduit en partie cette abstention record en 2017. Chacun de nous est confronté depuis plusieurs années à des réalités nouvelles que ce soit au plan social ou politique. A des fractures différentes de celles qui structuraient à l'origine notre démocratie républicaine. L'UMP court après le FN depuis 2007, lui empruntant et ses thématiques et ses mots, la droite sarkoziste faisant même l'an dernier une OPA sur le terme *républicain* pour le dévoyer, se sortir de la mouise des affaires et brouiller les cartes à son tour. Le FN de son côté se pose sans vergogne en défenseur de l'idéal républicain depuis 2012 sans que personne ne soit en mesure de le contester sérieusement.

Ces embrouillaminis rendent compte d'une forme de déstructuration ou de re-structuration de la vie politique française que pas grand monde avait voulu voir. La surprise suscitée par les très bons scores du FN lors de l'élection présidentielle de 2012, qui l'ont placé en position d'arbitre entre l'UMP et le PS pour le deuxième tour, avait pourtant reflété l'écho dans l'opinion publique d'une idéologie recomposée qui n'a pas été perçue et analysée comme telle par des adversaires dont les lunettes idéologiques n'ont pas changé depuis plus de trente ans. Depuis, il a progressé sans que quiconque réussisse à analyser la vraie nature du phénomène frontiste et lui oppose de solides arguments. Ce qui a permis à M Le Pen de mener un long travail de sape idéologique et sémantique, vampirisant la République, captant allègrement ses mots et ses symboles. Brouillant les cartes, allant jusqu'à défendre la laïcité, les droits des femmes, ceux des homosexuels et même la communauté juive (sic !) Moyennant quoi, le parti de « la France aux français » est parvenu à subvertir tout un pan de l'héritage républicain, pour nourrir sa conception essentialiste de la communauté nationale.

Face aux discours politiques de droite comme de gauche, M Le Pen a fourni à la *vox populi* le «bricolage idéologique» le plus en phase en apparence avec la réalité économique, sociale, politique et culturelle du pays. Le fait que personne ne parvienne à contrer sérieusement son discours ou que ses thématiques soient reprises par les uns et dans une moindre mesure par les autres est la démonstration du désarmement idéologique de

ses concurrents. Et ce n'est pas le débat télévisé de l'entre-deux tours 2017 qui y aura changé quoi que ce soit en profondeur. M Le Pen est certes battue, mais pas défaite.

Cela n'a rien d'étonnant, à gauche, le PS n'a-t-il pas rendu les armes idéologiques depuis longtemps déjà ? Depuis 2002 ? Le fait est qu'il n'a jamais si peu travaillé sur ses idées que pendant toute cette période où il a gagné toutes les élections intermédiaires, se lovant dans une paresse intellectuelle qui l'a amené à mal nommer les choses et sous-estimer les maux de la société comme les siens. Par paresse, mais aussi par moments, par inconstance ou calcul. Le PS sous l'influence des « hollandais » a bien songé à se transformer en un parti démocrate à l'américaine, mais a dû remiser cette idée. Son désarroi actuel n'est finalement pas très surprenant : il vient au bout de cinq ans de crises de nerfs politiques et sociales qui n'auront même pas permis de procéder à la nécessaire clarification idéologique dont ce parti a besoin, y compris en matière de doctrine économique.

Déconstruire pour tout reconstruire

Il convient maintenant de déconstruire pour tout reconstruire. Les outils ont manqué et manquent encore pour s'orienter dans ce labyrinthe de contradictions. Chacun perd ses repères et on voit combien journalistes, intellectuels et politiques des partis traditionnels éprouvent des difficultés à construire une analyse et un discours cohérent sans devoir faire abstraction du réel. D'où ce sentiment que nous avons parfois que certains nagent en pleine confusion idéologique.

Or cette réalité, qu'elle soit politique ou « sociétale », c'est par l'analyse historique et politique des idéologies en présence et par leur déconstruction qu'il convient de l'aborder au lendemain des élections présidentielle et législatives. Il y en a un qui en eut l'intuition, c'est Emmanuel Macron. Mais d'autres sont également possibles. Que nous souhaitions par exemple conserver ou non notre ancien modèle politique et social, il importe d'en connaître ou de se souvenir du sens original.

La campagne électorale qui eût pu permettre cela ne l'a pas vraiment ménagé. Il reste que l'élection d'Emmanuel Macron qui est tout à la fois le produit et l'accélérateur de l'éclatement de notre système politique en force la nécessité et oblige tout le monde à se mettre au travail. D'une certaine façon, grâce à sa campagne, les thèmes abordés et la façon dont il les a traités, grâce au *Big bang* qui s'en est suivi, cette déconstruction est déjà en marche. Que nous options par exemple pour une transformation radicale de la vie en société selon le modèle de la diversité qui souhaite à l'image du libéralisme américain développer des libertés non pas tant individuelles que de types communautaristes ou que nous souhaitions défendre l'idéal républicain qui fut à l'origine de notre démocratie et de notre système politique, il convient de se donner les moyens de s'orienter dans ce labyrinthe d'idéologies en présence, souvent contradictoires, et auxquelles chacun se trouve confronté à gauche comme à droite. En surmontant l'incapacité des partis traditionnels à comprendre quelles sont les nouvelles divisions sociales, économiques et culturelles qui fracturent notre pays.

Non sans se réconcilier dans le même temps avec la langue, le bon usage des mots, la philologie la plus élémentaire, pour savoir nommer les choses, afin d'éviter de propager plus longtemps les approximations, les déplacements de sens, les erreurs d'analyse ou leur instrumentalisation idéologique (réfugiés / migrants, tant il est vrai que si tout réfugié est un migrant, tout migrant n'est pas un réfugié ; identité / Identitaire ; multiculturalité / multiculturalisme ; *phobos* / *misos* ; islamique / islamiste, « islamophobie » / racisme, etc.). Car faire la chasse aux mots impropres, voire toxiques est devenu impératif.

L'enjeu est capital, non seulement pour penser librement, pour qu'il n'y ait aucune réalité qui soit un objet inaccessible à la critique, mais aussi pour la compréhension du monde. N'oublions pas l'avertissement de Camus : *"Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde."*

Cela peut constituer un axe de travail pour le PRé.

II- L'écologisation en marche

Malgré les difficultés, les déceptions liées notamment au manque de contraintes des Accords de Paris, l'écologisation est en marche et s'impose peu à peu dans chaque pays comme dans les relations internationales. Car la conscience des enjeux a considérablement progressé. C'est en réalité une question devenue nécessaire et vitale. Et malgré les réticences ou le retrait de quelques Etats, la dynamique économique est là qui va s'en suivre. Même aux Etats-Unis. Jusqu'à certains fonds de pension, ou certaines nations qui en sont à se désengager progressivement du charbon ou à annoncer la fermeture de 1 000 mines de charbon et de centaines de centrales à charbon (Chine), non pas pour des raisons de philanthropie écologique ou de pression d'organismes internationaux, ce dont pour la plupart ils n'ont cure, mais bien parce que cela devient rationnel - j'allais dire économique - d'écologiser l'énergie.

Certes, ne soyons pas déraisonnablement optimistes, car l'écologisation prendra du temps et ne se fera pas en deux coups de cuillère à pot, ni sans devoir affronter des tentatives de luttes d'arrière-garde, mais elle fera et fait déjà son chemin. Après tout, n'oublions pas que le processus de l'industrialisation s'est déroulé à l'échelle d'un siècle ou deux (sic !)

C'est pourquoi, s'il est nécessaire de donner à voir à toutes les populations et leurs Etats la perspective et le sens de la Transition écologique et énergétique, le timing de l'urgence ne pourra pas être le même partout, notamment sur ces continents où des centaines de millions de gens ont un mode de vie et de production contrariant les principes écologiques.

La démarche doit être pragmatique et exclut, encore plus aujourd'hui qu'hier, tout radicalisme écologique qui mettrait l'humanité devant une contradiction insurmontable, selon laquelle il faudrait, pour se sauver, arrêter de produire, de la croissance, de la richesse ou tendre vers zéro déchets. Arrêter tout ce qui marche. Autant demander d'arrêter de vivre !

Mais dès lors que l'on se place dans la durée, que l'on accepte que ce processus soit *timé*, prenne, selon les cas (agriculture, industrie, etc.), dix, vingt, trente ans, que des jeunes générations arrivent, formées autrement, que des technologies nouvelles changent la donne, alors presque tout devient soluble. Mais il faut commencer maintenant.

Sans oublier dans le même temps qu'il ne faut pas nier qu'une forme d'urgence existe, notamment en matière de changement climatique, et que si par définition une transition s'étale dans le temps, ce temps doit être limité.

Nos sociétés ont tellement tardé à réagir par rapport aux enjeux climatiques que les phénomènes que nous sommes censés combattre ne se développent pas d'une manière linéaire mais exponentielle, et il faut éviter qu'ils ne s'emballent. Rien ne se fera spontanément. Il nous faut reconstruire, transiter vers d'autres modes d'existence. Il faut être mus par le souci des générations futures, par la force de notre volonté commune, mais aussi par la conviction que nous pouvons passer le cap ensemble. Des concepts indigènes comme *l'entraide* du géographe russe Pierre Kropotkine, *la Responsabilité* de l'écologiste américain Murray Bookchin, promoteur méconnu du municipalisme libertaire, ou encore et toujours la *possession* d'un sol de Proudhon sont de ces inspirations qui peuvent y aider.

Il reste que l'écologisation est belle et bien en marche au moment où l'écologie politique s'effondre. D'autres paradoxes sont tout aussi étonnants si l'on réfléchit : l'américanisation est à son sommet et coïncide avec le déclin de l'empire américain.

C'est presque un classique, ce type de paradoxe : la romanisation au fait de sa gloire au moment de la crise de l'Empire romain, aux II^e et III^e siècles, n'empêchant pas cette civilisation de distribuer tout alentour ses « bienfaits », ses lois, son architecture urbaine, ses routes, etc.

Ou plus près de nous sur un autre registre : la rocardisation de la politique gouvernementale sous François Mitterrand à partir de 1983, mais sans Michel Rocard.

On peut penser que la transition écologique bénéficiera de l'attention soutenue d'un François de Rugy élu au perchoir de l'Assemblée Nationale et d'une Barbara Pompili, nouvelle présidente de la commission du

développement durable pour aider à maintenir le cap et ne pas se contenter de verdir l'image du nouveau Président. Et sur la volonté de Nicolas Hulot, nommé ministre d'Etat, pour préciser les choses, les mettre en musique, avancer des mesures audacieuses, voire novatrices, fixer un horizon, qui arriment le pays aux objectifs arrêtés par le quinquennat Hollande. Mais qui n'hésitent pas à aller au-delà, notamment s'agissant de la consommation de pétrole, gaz, charbon et de la question de la taxe carbone.

Idem sur la question de la rénovation thermique des bâtiments, où l'on ne devrait pas revenir sur l'objectif de 500 000 rénovations par an, mais s'appliquer à le tenir, puisqu'il n'a jamais été tenu jusqu'alors. Ce qui ne serait déjà pas si mal. Côté agriculture et consommation, les projets sont même autrement plus audacieux que sous le quinquennat précédent.

C'est évidemment sur ce registre que le Gvt est attendu : confirmer le cap, fixer des objectifs, dire comment il entend les tenir pour les atteindre réellement et comment on va accompagner concrètement l'ensemble des acteurs de la transition énergétique et écologique.

L'écologie politique frappée d'obsolescence

Le paradoxe est que cette écologisation va de pair avec la perte d'influence de l'écologie politique en France. Il n'y a pas que les courants (anciennement) dominants de la gauche qui ont fait preuve de cécité ou de blocage sur les enjeux écologiques, préférant, pour certains, faire l'économie du social priorisant des mesures exclusivement sociétales (certains observateurs à la critique acérée ont même traduit cela par « faire l'économie du socialisme »), s'inspirant en cela de la seule vision anglo-saxonne libérale.

Car l'autre grand paradoxe, la grande incompréhension pour tout dire, c'est que les tenants mêmes de l'écologie politique estampillés EELV n'ont pas été plus exemplaires. Leur incapacité - en réalité leur réticence - à s'emparer de la question sociale qui a marqué les seize dernières années (pour ne pas dire plus) de l'écologie politique en France a été plus visible que jamais.

Quand Europe Ecologie et le parti des Verts se sont rapprochés en 2011, on a pu croire un instant à une sorte de processus de social-démocratisation radicalement écologiste qui aurait conduit ses dirigeants à traiter les questions sociales dans le même temps que les questions environnementales, à ne pas les aplatir ou à en nier la complexité. On a même pu croire à un moment à une relance de l'écologie politique, qui allait accepter d'assumer un rôle un peu plus opérationnel que par le passé.

C'est tout le contraire qui s'est passé. Depuis leur sortie anachronique du Gvt Ayrault, jamais les écologistes politiques n'auront été si peu influents. Pas une seule fois ils ne se seront risqués à travailler la question sociale. Pire : Jamais ils n'auront parlé si peu d'écologie et d'environnement que depuis qu'ils se sont mis dans une semi-opposition. Jamais les écologistes d'EELV n'auront été si peu en phase avec leur électorat que depuis qu'ils ont fantasmé sur le mirage d'un Syriza à la française.

Résultat, la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, loi "*d'action et de mobilisation*" qui engage le pays tout entier (citoyens, entreprises, territoires, pouvoirs publics) et le succès de la COP 21 se sont faites sans eux. Plus qu'un acte manqué, un quasi suicide politique. Qui ne laisse pas d'interroger encore aujourd'hui.

Il y a enfin une autre explication, plus fondamentale, à cette exténuation en France, pour ne pas dire plus, de l'écologie politique, qui tient à son identité et à sa fragilité théorique.

On a longtemps cru ou voulu croire que l'écologie n'était ni de droite ni de gauche alors qu'en réalité force est de constater que s'il y a une écologie « profonde » et une écologie sociale, il y a des écologies de droite et des écologies de gauche, qui articulent différemment, encore aujourd'hui, question écologique et question sociale. Qui traduisent des compréhensions distinctes de l'imbrication entre mode de production et rapport à la nature. Il y a eu surtout cette prétention folle, et son lot d'ambiguïtés, théorisé dans les années 90 par les idéologues en chef des Verts, qui restait encore de mise ces dernières années, à vouloir fonder une politique sur l'autorité rigoureuse d'une science. Comme si l'écologie pouvait désigner à la fois « *une science sociale et un mouvement social* » (8).

L'Histoire nous enseigne pourtant (tragiquement) que les deux ont à y perdre : la science, en se subordonnant aux aléas de la politique ; la politique, en faisant un usage dogmatique de la science.

Pour le dire plus nettement, selon moi, il n'y a pas, pas plus aujourd'hui qu'hier, de « *paradigme écologique* ». Cette histoire a rempli avant tout une fonction idéologique, afin de fournir un fondement doctrinal propre à ce qui était à l'époque la « troisième gauche » qui n'avait pas d'attaches de classes particulière. Le noyau identitaire de cette écologie politique est restée la même : l'anti-productivisme et l'anti-étatisme qui se sont révélés aussi problématiques l'un que l'autre, et surtout insuffisants à fonder une politique cohérente. Comme des prothèses psychiques.

Un regard critique pourrait ajouter : assez vague pour permettre une critique feutrée de la mondialisation en faisant l'impasse sur la question cruciale de l'appropriation sociale.

Il n'est pas anodin de noter également que cette chute de l'image de l'écologie politique correspond à une perte d'intérêt des électeurs pour des partis dédiés à la seule question écologiste. Car la cruauté de l'histoire, c'est que même sans cette stratégie perdante, il y a fort à parier que la fin de la capacité d'une écologie politique en France devait advenir à court ou moyen terme. Comme la victime paradoxale, malheureuse en quelque sorte, de la pollinisation des enjeux de la transition écologiste.

Le fait est que depuis *le Grenelle de l'Environnement*, l'accord européen sur le climat, la loi sur la Transition écologique et la COP 21, jamais l'urgence climatique et les enjeux de la transition écologique n'ont autant infusé dans la société. Jusqu'aux milieux économiques eux-mêmes.

La faillite d'EELV

En réalité, le paradoxe vient de loin. Il s'explique aussi par le décalage constant entre d'un côté un appareil militant et la ligne à laquelle il est attaché et de l'autre, les attentes de l'électorat. Il est toujours fascinant de voir une organisation politique refuser ce qui devrait assurer son succès avec la conviction que sa mission principale est la défense d'une orthodoxie avec laquelle elle ne saurait transiger (sic !) La vérité, c'est qu'EELV et les Verts avant se sont quasiment toujours comportés comme le dernier parti d'avant-garde, estimant que leur rôle est plus de guider que d'écouter. Prônant une démocratie ouverte et participative, mais se comportant à l'exact opposé, donnant à leurs débats internes une violence et une dureté incomparables. Cette schizophrénie dit plus qu'un trait de caractère de tel ou tel de ses dirigeants : elle est collective et donc de ce point de vue essentiellement politique. Comment expliquer sinon, que l'écologie politique ait été à ce point incapable de « capitaliser », sur la durée, sur ses succès électoraux et qu'à intervalles réguliers, seule la scission ait permis de régler des débats internes qui auraient très bien pu être tranchés sur un mode démocratique ?

L'autre symptôme qui ne pouvait que marquer à terme l'impasse de l'écologie politique en France est le côté hyper orthodoxe, assez sectaire, de l'appareil militant, d'autant plus qu'il est numériquement faible (quand il n'a pas été maintenu pour des enjeux de pouvoir dans cette faiblesse).

Cela a fait beaucoup de déçus chez les nouveaux adhérents, chez ceux aussi qui sont arrivés en 2010, personne ne comprenant le refus systématique du compromis - y compris dynamique - assimilé forcément dans la galaxie verte à la trahison. Le goût immodéré pour la tactique des dirigeants, frisant l'opportunisme et enferrant le mvt parfois dans un confusionnisme idéologique mortifère (Cf séquence des Régionales) n'a pas été non plus sans effet. Comme la vision qui prédominait jusqu'à maintenant et faisait du combat politique juste un art d'accompagnement sur un chemin tracé par la clarté de l'évidence, qui exclut tout pragmatisme, fut-il philosophique.

Enfin, la persistance du double visage de l'appareil écolo, gauchiste et fondamentaliste, deux courants qui se sont historiquement affrontés pour le contrôle du parti, mais qui savaient se mettre d'accord via des échanges de bons procédés pour rester aux manettes, n'aura pas peu contribué à une désaffection générale et à l'impasse politique paroxystique de 2017. Miné par un désir commun de pureté, EELV se sera perdue elle-même, devenant qui plus est le principal fossoyeur de l'écologie politique en France. Ce qui est une performance, mais juste incroyable !

A croire qu'elle aura juste réussi à illustrer le propos de l'auteur de *Sur les chemins noirs*, l'écrivain voyageur Sylvain Tesson : « *Toute avant-garde, si rapide soit-elle, finit par rejoindre un jour un musée du patrimoine* »...

Quid du parti écologiste (LPE) ?

L'approche de la problématique écologique du petit parti écologiste, anciennement *Ecologistes !*, issue de la scission avec EELV en septembre 2015 s'est voulue un peu plus subtile, considérant qu'il n'y a pas d'un côté la nature et de l'autre la politique, qu'en réalité, on n'a pas le choix de faire ou de ne pas faire de l'écologie politique, qu'il convient plutôt de se demander ce que la nature, la science et la politique ont à faire ensemble. Ne remisant pas, contrairement à EELV, la nécessité d'une transformation sociale. Ce qui les a amenés (inspirés sans doute par les réflexions du PRÉ !) à critiquer un certain fondamentalisme écologiste indifférent à la question sociale et, dans le même temps, à considérer que la réduction inverse de l'écologie aux seules souffrances sociales passe à côté de la question désormais essentielle des rapports des sociétés humaines à leur environnement et des limites naturelles relatives qui conditionnent leur capacité de reproduction.

« *Elle croit parler de la Nature, du Système, d'une Totalité hiérarchisée, d'un monde sans l'homme, d'une Science assurée, et c'est justement ces propos trop ordonnés qui la marginalisent, alors que les propos décousus de sa pratique lui permettraient peut être d'accéder enfin à la maturité politique si elles parvenaient à en saisir le sens* » (9).

Suite à la déconfiture d'EELV, LPE pourrait revendiquer de porter cette écologie politique, en tentant de surmonter les indéfinitions théoriques de l'écologie politique, mais pour toutes les raisons invoquées précédemment, ce serait, de mon point de vue, vain, extrêmement difficile, voué à l'échec. Il y a trop d'écologies politiques irréconciliables.

Sans compter que se pose aujourd'hui à LPE la question de son positionnement, de son utilité politique dans le paysage politique tel qu'il se dessine. Comment peut-il s'agencer ?

Mon sentiment est que LPE, nonobstant le caractère remarquable de son bilan en à peine deux ans, avec les moyens du bord, est frappé pareillement par le phénomène de l'écologisation, les enjeux écologiques ont été en quelque sorte internalisés par la société politique, par les partis institutionnels à gauche comme à droite. Avec des nuances bien sûr, y compris qualitatives, mais quand même. Au point que les françaises et les françaises ne perçoivent plus vraiment l'utilité de partis strictement écologistes. Il y a fort à parier que ce sera encore plus vrai lors des prochaines élections en 2022.

Car l'heure est maintenant au FAIRE, à l'action. Pour assurer la transition énergétique et écologique et dessiner une nouvelle société.

Les prochains mois nous diront le choix qui sera opéré par LPE.

La dissolution pure et simple ? Cela peut être une option, mais ce serait évidemment très frustrant pour les militants qui semblent avoir envie de « capitaliser » un minimum sur leur travail fourni depuis deux ans, sur les retours positifs de la prestation de François de Rugy à la Primaire et enfin sur son élection à la présidence de l'Assemblée nationale.

Une autre option plus dynamique, moins *aquoiboniste*, moins solitaire aussi, mais moins autonome, serait de choisir de se fondre dans LaREM et se laisser porter par sa dynamique. Mais quid de la survivance de son identité ? LaREM est-elle prête à concéder en son sein un espace de liberté à ces écologistes pragmatiques ? Rien n'est moins sûr.

Une autre option pourrait être envisagée par les responsables de LPE, qui nécessiterait de passer à une étape supérieure : celle d'exprimer le fait que LPE porte un projet social-écologiste. Question : LPE en a-t-il la force et la capacité ? Si l'on réfléchit en termes de combien de divisions, on peut légitimement en douter. Sans compter que ce petit parti n'a pas encore corrigé son handicap en termes de cadres intermédiaires qui font défaut aujourd'hui.

Une autre enfin est également envisageable, qui pourrait du reste s'accommoder des deux précédentes, mais qui ne demande pas moins d'épaules : essayer que les idées de LPE puissent prospérer au sein d'un *pôle, une*

sensibilité, social-écologiste, qui reste à créer, dont il pourrait prendre l'initiative ou auquel il pourrait participer.

Le moment est on ne peut plus favorable. Mon intuition est qu'il y a un espace en France pour un courant social-écologiste.

III- **Y at-il un chemin pour une social-écologie ?**

Le thème de la social-écologie n'est pas nouveau au PRé. Il traverse tous nos travaux, tous nos débats depuis 7 ans. Il me semble aujourd'hui que l'idée d'un *pôle* - *sensibilité* - *social-écologiste*, quelle que soit sa forme, résolument européen et humaniste dans ses convictions pourrait avoir sa place dans la séquence politique inédite qui vient de s'ouvrir. Et permettre de dépasser dans le même temps et l'écologie politique dans une impasse et la social-démocratie en déshérence.

On sent bien qu'il existe une *sensibilité* propulsive qui ne demande qu'à être organisée - d'autant plus contrainte jusqu'à maintenant par les partis traditionnels que ces derniers étaient épuisés, mais nullement contrits - et prenant en compte la nouvelle donne créée par LaREM et sa position centrale sur l'échiquier politique.

Une *sensibilité* faisant écho dans le même temps aux aspirations nouvelles de citoyens qui ne veulent plus se contenter de rester cois entre deux scrutins.

Ce pôle pourrait traduire les objectifs, voies et moyens que nous avons pu étudier : induire un mode de production différent, économe en ressources naturelles, moins gourmand en énergie et en matières premières, promouvant une agriculture durable de qualité, soucieux de la question des biotechnologies, de la chimie du végétal, du stockage de l'électricité, s'intéressant à la révolution numérique et à ses conséquences. Promouvoir l'émergence d'un modèle de développement viable qui soit juste et soutenable pour la société et pour nos territoires. Un modèle d'économie verte qui réduise les inégalités, préserve et conserve les ressources naturelles, afin de confronter les conséquences d'un système mondialisé au contexte de l'urgence écologique. Revendiquer la conciliation de la préservation et la gestion des ressources naturelles avec le développement local.

Traduire politiquement le souci des enjeux écologiques et la question sociale

Comme le souci de réhabiliter la notion d'usage et de droits d'usage et de résister contre la tentation d'une « *nouvelle enclosure du monde* », d'une appropriation privée tous azimuts de biens qui passaient jusqu'à il n'y a pas si longtemps pour inappropriables, comme l'air, l'eau, le vivant, etc.

Soucieux de mettre au cœur de leurs préoccupations toutes les dimensions du développement durable qui ne concernent pas forcément que le reste du monde : lutte contre la pauvreté, la santé et l'hygiène, l'éducation, l'égalité entre les sexes, le travail décent et une certaine croissance économique, des énergies propres accessibles au plus grand nombre, la lutte contre le changement climatique, les villes et bassins de vie durables, la protection de la biodiversité terrestre et marine, la paix et la justice, etc. Autant de cibles figurant dans les Objectifs de développement durables (ODD).

Soucieux aussi de contribuer modestement à ce que la société et ses représentants comprennent bien l'importance de la sollicitude, l'urgence qu'il y a qu'il y a à prendre soin des uns et des autres, comme de l'environnement. Aider au bout du compte à prendre attention à cette vie humaine ordinaire qui est la nôtre. Car promouvoir une éthique du souci de l'autre, du soin mutuel, du soin des uns des autres, du *care* (10), comme certains d'entre nous ont pu l'avancer, voire y travaillent professionnellement comme notre ami sociologue Serge Guérin (membre du CS du PRé), permet ainsi de veiller au fonctionnement, à l'entretien du monde, en nous conduisant vers ce qui se trouve juste sous nos yeux mais que nous ne voyons souvent pas, par manque d'attention ou d'intérêt.

Dans cette optique, le PRé pourrait continuer à s'intéresser à la mise en place d'un ensemble d'outils incitatifs (ou dissuasifs) pour orienter les investissements, la production, la consommation, etc. Comme à faire

valoir que la question climatique ou la question des énergies renouvelables ne doit pas occulter les autres urgences environnementales (notamment l'effondrement de la biodiversité) que nous devons relier avec l'habitabilité de la terre par les Hommes eux-mêmes. Quand on veut bien écouter les scientifiques parler des conséquences de la « sixième extinction », c'est presque plus terrifiant que le changement climatique...

Toutes ces raisons militent en faveur d'un pôle social-écologiste capable d'affranchir le débat parlementaire sur ces sujets, capable de contribuer à animer le débat politique dans le pays, capable de faire de la pédagogie, de la veille, d'exercer sa vigilance, de pousser à l'évaluation des décisions publiques et du rythme de leur mise en œuvre, de pousser au train si nécessaire. Surtout que rien n'est définitivement acquis. En réalité, l'enjeu reste le même qu'en 2012 : promouvoir une social-écologie opérative et lutter contre tout retour intempestif d'un écolo-scepticisme ou d'un écolo-fatalisme.

Relever le défi démocratique

Les enjeux ne sont pas minces, nous n'avons cessé de le dire depuis la création du PRé : comment faire en sorte que la transition écologique soit mise au cœur du projet de société par les citoyens eux-mêmes ?

« Comment faire en sorte de ne pas donner le sentiment de faire subir aux populations une quatrième peine avec une transition écologique qui serait vécue comme une punition ? Alors qu'ils subissent déjà la triple peine avec la peine économique (chômage, précarisation...), politique (inégalité, protection amoindrie...) et morale (le sentiment d'humiliation).

Comment aussi protéger notre pays de ce grand risque qui a pointé son nez ces dernières années : celui de la résignation aux inégalités, à la misère sociale, au durcissement des conditions de vie et de travail notamment des plus pauvres d'entre nous ? » (Rapport d'orientation du PRé 2016).

Certes, la France n'est pas la Grèce, et elle-même semble avoir changé d'ère avec l'élection d'Emmanuel Macron. Sauf que les français s'ils veulent bien être confiants, restent inquiets et impatients. Ils ont découvert, effarés, l'an dernier, que l'Allemagne, la première économie de la zone Euro, a des pauvres, et de plus en plus (12,5 millions vivraient sous le seuil de pauvreté).

Il n'est certes pas interdit d'espérer de l'élection du nouveau président de la République la fin de cette espèce de légitimation de cette réalité par les contraintes extérieures, la mondialisation, les lois du marché qui font qu'on ne pourrait plus rien faire : refrain hélas bien connu mais dont rien ne nous dit qu'il ne revienne pas. Souvenons-nous, le temps n'a pas semblé loin où les chômeurs ont failli être déclarés responsables de leur situation.

La méthode, plus que le projet plus difficilement saisissable, proposée par le Pt de la République, semble vouloir faire mentir cette espèce de fatalité. Pragmatique plutôt que dogmatique. Faire ce que j'ai dit ou annoncé. Adeptes des circuits courts en termes d'organisation et de décisions, tout en respectant, dit-il, les institutions et le rythme nécessaire à l'expression démocratique. Rejetant toute procrastination. Ce qui est sûr, c'est que les Français, à commencer par les moins favorisés d'entre eux et les classes moyennes, surtout dans les grandes agglomérations et les périphéries urbaines, en ont assez, ils aspirent à être de plain-pied dans leur vie, à ne plus « remettre l'existence à plus tard » selon la formule de Baudelaire, reprise par André Gorz dans sa (magnifique) *Lettre à D.*

Devons-nous ajouter, sachant qu'il a été démontré que les inégalités de revenu et de pouvoir jouent un rôle non négligeable dans la question environnementale, l'excès de richesse comme l'extrême pauvreté (par le simple fait que les habitants des pays les plus pauvres sont beaucoup plus dépendants des écosystèmes naturels) étant souvent à coroller avec les dégradations écologiques, ça devient un enjeu social et écologique primordial ?

Un enjeu qui nécessite d'être porté politiquement.

Pour lutter contre ces dégradations environnementales et faire face aux catastrophes écologiques, donc sociales (très peu « naturelles »), en France comme dans le reste du monde, la démocratie se révèle en effet comme le moyen le plus actif. Elle est le régime idoine d'un développement durable, à la condition qu'elle soit égalitaire, c'est-à-dire qu'elle contrevienne à la corruption politique engendrée par les inégalités économiques.

C'est pourquoi, il ne suffit plus de penser le lien entre écologie et question sociale, mais de le traduire politiquement pour qu'il soit le plus largement partagé, car le court-termisme symptomatique de nos sociétés tendant à en faire d'irréductibles contraires continue à prévaloir. C'est maintenant que l'Etat, les acteurs économiques et sociaux doivent agir de concert, et si possible en lien avec l'Europe.

La social-écologie pourrait porter un formidable message d'espoir : nos sociétés seront plus justes si elles sont plus durables et elles seront plus durables si elles sont plus justes.

Faire revenir l'Europe dans l'histoire

L'autre enjeu est d'opportunité diplomatique : en matière de Transition écologique et énergétique, l'occasion est donnée à la France depuis le retrait des Etats-Unis des Accords de Paris d'assumer le leadership d'un « *Pacte mondial pour l'environnement* ». Notre ami Dan Esty, professeur à Yale, ancien conseiller Environnement et Economie verte de Barak Obama, et membre du CS du PRé, a développé cet été tout un plaidoyer dans ce sens. Saisissons-là !

Un autre, à notre attachement à l'Europe : il n'est pas exclu que le Pt Macron puisse être celui qui, grâce à un concours de circonstances politiques et à un pas de deux significatif avec la-le Chancelière, pourrait faire revenir l'Europe dans l'Histoire. Le pragmatisme est ici de mise plus qu'ailleurs. Pourquoi ne pas reprendre, avec ceux des vingt-huit membres qui le souhaiteraient réellement, le projet européen à la base et relancer l'Europe aujourd'hui en friche ? Il est plus que temps d'initier « *une transformation de l'Europe autour d'une vision partagée* » et créer les voies d'une adhésion démocratique. Plusieurs chantiers sont à mener que nous avons déjà avancés qui permettrait de relancer l'économie, tels celui d'un « *Green new Deal* » qui permettrait de relever les défis de la COP 21. Egalement ceux de la Défense et de la sécurité et de la modernisation industrielle. En remettant les peuples au centre du projet, en ouvrant l'Europe sur le monde, mais en arrêtant de faire de l'Europe un *openspace* ouvert à tous les vents de la concurrence au nom de la soi-disante liberté du consommateur et de la compétitivité. Surtout quand elle menace en réalité notre agriculture, nos services publics et les politiques publiques favorables à la santé et à l'environnement. Sans réciprocité réelle qui plus est avec ses partenaires. L'Europe ne peut pas être le pays de *OUI-OUI*. Elle ne peut pas accepter davantage de devenir une zone d'écoulement des « substituts de fromage sans lait » sous l'appellation fallacieuse de Mozarella, de Cheddar, de Gruyère et autre Picodons !

Enfin, il pourrait être considéré que l'intérêt de la création d'un tel *pôle social-écologiste* serait double : Il pourrait aussi être partie prenante et, s'il y consentait, servir de point d'appui au Pt de la République et à son ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire. C'est qu'il ne suffira pas à Emmanuel Macron et à sa majorité d'être hégémoniques ou transgressifs pour avancer, pour dépasser le système politique actuel et redonner durablement confiance aux françaises et aux français.

Ajoutons que si l'idée élyséenne reste de créer en France un grand parti démocrate et progressiste qui aille au-delà d'En Marche !, LaREM aura besoin d'éléments singuliers, pur sucre dans leurs convictions écologiques et sociales, inspirant, aiguillant. Et peut-être même de l'afficher - surtout en l'absence d'une opposition parlementaire homogène et structurée, toujours handicapant à terme pour le parti majoritaire - en adoptant des formules qui ne se réduisent pas au seul Modem (quelque peu disqualifié depuis les sorties de route de Bayrou et Mercier).

Quoi qu'il en soit, il y aurait quelque avantage à ne pas se contenter d'une LaREM majoritaire qui n'a nul besoin d'être trop hégémonique. Laquelle pour l'instant n'a pas vraiment d'assise idéologique, ni de logique militante, juste une agrégation de bonnes volontés, de gens qui veulent apporter quelque chose à leur pays. LaREM ultra majoritaire n'a d'autre solution que de se la forger en marchant si elle veut voir loin. Car d'autres échéances sont à venir et l'histoire politique ne s'arrêtera pas à 2022.

Je crois l'hypothèse d'autant plus envisageable que je ne sache pas qu'Emmanuel Macron soit dans la même disposition d'esprit que Jacques Chirac en 2002, lorsque ce dernier s'est contenté de demander gentiment à tout le monde de rentrer chez lui.

Je reste convaincu de surcroît que des alliances excluant l'extrême droite et l'extrême gauche anti-européennes seront à terme nécessaires, qui pourraient parler à une bonne partie de l'électorat à l'approche

des échéances de 2022 et demandent donc un minimum de « combattants » qui puissent se positionner d'ores et déjà.

C'est un fait, les nouveaux députés sont majoritairement, du fait du renouvellement, du rajeunissement, de l'avancée en parité sans précédent réalisés lors de dernières élections, des « novices ». Cela n'est pas pour autant réhibitoire. La plupart des nouveaux élus ne sont pas « sans expérience » comme on a pu l'entendre et le lire ici et là. Surtout du côté de ceux qui ont tout fait pour résister à la non-rééligibilité des élus. Refusant de voir que ce n'est pas d'un hyperprésidentialisme dont a souffert la France ces dernières années, mais d'un fossé grandissant entre la classe politique et le peuple, dû essentiellement à la professionnalisation de la politique. C'est-à-dire dû à la tendance des politiques à se constituer en caste hermétique qui monopolise tous les pouvoirs et tout accès à ceux-là.

On comprend mieux pourquoi l'élection d'Emmanuel Macron qui marque (provisoirement ou durablement, ce sera à voir !) la fin de l'entre-soi politique et celle des réformes conçues pour perpétuer l'accaparement du pouvoir des partis constitués a fait autant de mécontents dans cette même classe politique !

Et je ne sache pas par ailleurs que les assemblées qui ont fait avancer la France, en 1789, en 1848, en 1964 n'étaient pareillement composées de « novices » !

Ce « Pôle » pourrait aussi être envisagé par les acteurs politiques concernés comme une sorte d'arborescence pour gouverner la transition écologique, imaginer d'autres modes de production, de consommation, de développement et de vie entre les Hommes, dessinant une nouvelle société conciliant écologie, efficacité et justice sociale. Et prenant en compte la révolution numérique.

Ou alors s'inspirer des « Soviets et de l'électricité » chers à Vladimir Illich Oulianov que j'ai rencontré cet été en vacances à Pornic (où il séjourna à la Villa Les Roses, rue Mondésir, avec sa femme Nadedja en 1910, après l'échec de la Révolution de déc 1905), qui ne manquent pas de charme et qui ont peut-être inspiré l'inventeur des Comités d'En Marche et l'Internet ?!

Et si on nous demande notre avis, j'y ajouterais un zeste de substrat républicain. Car on sait bien qu'il ne suffit pas de caractériser fortement la République pour que sa fonctionnalité le soit tout autant.

C'est là tout le défi d'une nouvelle « écologie politique » soucieuse de la République : redonner de l'espérance, recréer de l'esprit démocratique et réhabiliter l'idéal. Développer le caractère délibératif de notre démocratie. Une approche républicaine de l'écologie pourrait être d'opposer un principe républicain de responsabilité envers la nature, fondé sur une loi générale contraignante en matière de protection du patrimoine naturel et paysager, humain et « non-humain », à un droit libéral de l'environnement fondé sur la casuistique et la proportionnalité entre mesures de protection et coûts économiques.

Un zeste de substrat républicain pour donner également à voir la réalité du pouvoir en permettant aux citoyens de s'en approcher au plus près et en leur donnant les moyens de ne pas s'en laisser compter par les idées générales. Ce ne serait déjà pas si mal.

En considérant dans le même temps une Europe qui pour l'instant ne dessine plus d'avenir et s'est muée ces dernières années en théâtre du renoncement des dirigeants politiques et de désorientations des peuples. Et une France encore minée par un confusionnisme politique (que n'aura pas suffi à effacer la seule élection d'Emmanuel Macron) et par un néo conservatisme qui a effectué ces dix dernières années un *Hold up* d'ampleur sur le patrimoine sémantique de la gauche : « critique », « critique du néolibéralisme », « critique de la finance et des banques », « critique de la mondialisation », « peuple », « République », « justice sociale », « laïcité », « écologie », jusqu'à « démocratie » et « décroissance ». Tout en frappant d'indignité les mots « Etat », « égalité » ou « assistance ».

Le fait est que peu à gauche en ont semblé conscients ces dernières années ou ont accepté de le voir, et particulièrement du côté de l'ultra gauche ou encore dans cette « gauche de la gauche » qui semble toujours croire avoir la main en matière de critique sociale, alors qu'elle est en train de la perdre au profit du « politiquement incorrect » et d'un *révolutionnarisme* néoconservateur.

En tous les cas, ce « pôle », cette sensibilité pourrait aider à la rénovation de la représentation d'un monde commun à composer. Il pourrait aider à maîtriser ce double impératif d'appui sur une base sociale et de

dépassement de l'horizon partisan. Ce courant social-écologiste pourrait même devenir un tout ! Après tout, il ne faut pas exclure que LaREM, en plein mécano conceptuel, choisisse de l'intégrer pour en faire en tout ou partie son identité de demain.

IV- (Ré) inventons un cadre émancipateur renouvelé pour le XXI^e siècle

L'élection présidentielle aura constitué un moment quasiment « révolutionnaire » dans la phase conquête du pouvoir, où les attentes contradictoires de la société ont été saisies et transformées comme jamais, ringardisant au passage les partis politiques traditionnels, avec comme conséquences un chamboulement inouï du paysage politique, un éclatement du bipartisme à la française, une dislocation des partis politiques traditionnels. Emmanuel Macron a fait le choix de proposer le projet de ce qu'il a appelé une société ouverte, tournant le dos aux œillères de gauche et de droite, promouvant un optimisme des initiatives, de l'entrepreneuriat, donnant le sentiment de comprendre le besoin de protections de la société tout en s'engageant à la faire sortir de la peur devant l'évolution générale et les menaces du monde. Assorti de la promesse que l'exercice du pouvoir lui-même sera innovant. Ce qui est bien sûr une autre paire de manche. Sans compter que l'exécution est souvent moins aisée à mettre en œuvre que l'annonce des objectifs...

Mais enfin, un moment qui, en attendant, a mis en scène l'intelligence, la séduction d'un Emmanuel Macron qui est apparu d'abord comme un Ovni, dont on a appris qu'il avait lu Ricœur, dont on s'est aperçu qu'il avait aussi lu Machiavel - ce qui ne peut pas nuire - et a fini par nous séduire par cette figure d'Auguste (Octavianus Augustus) qu'il nous a renvoyé (notamment dans son approche des dossiers européens et internationaux) plus que par celle de Jupiter dont on nous rebat les oreilles à longueur d'éditos.

Jouant en effet à merveille sur la mise en tension. Bien sûr en premier lieu la tension entre droite et gauche. Ne dépassant pas forcément le clivage droite-gauche dans la durée (je crois comme Régis Debray qu'il « *fait partie de notre mobilier national* » !), mais le remisant pour le moins le temps du quinquennat, le temps de mettre en route les réformes qu'il juge nécessaires au pays et de traiter équitablement tous les français avec le souci de l'efficacité en ne faisant pas semblant mais les menant à terme. Comme il joue sur la tension liberté d'entreprendre / protection des salariés, etc. Cherchant à penser à la fois l'un et l'autre. A sortir des débats binaires et des approches manichéistes.

Son désormais fameux « *et de droite et de gauche* », comme son « *et en même temps* », entrent en résonance avec le « *ou bien ou bien* » de ce penseur de la disjonction qu'est l'auteur du *Prince* disséquant toute situation ainsi, conté par l'excellent Patrick Boucheron, professeur au Collège de France, sur *France Inter* (pendant l'été 2016). Loin de célébrer l'immoralisme et le cynisme en politique de la légende, il nous rappelle que c'est aussi une réflexion sur la complexité de la morale dans les affaires politiques, confrontée à l'historicité des choses du monde, qui est proposée par Machiavel. Et qui garde toute son actualité.

Plus près de nous, la référence affichée à Paul Ricoeur, ce penseur de la confiance, ce philosophe de l'action, qui a toujours cherché à articuler les contraires (Philosophie et théologie, mémoire et Histoire, etc.) fait en effet tout aussi sens pour saisir notre nouveau président.

Du Proudhon chez Macron ?

Quitte à peut-être étonner, il y a de ce point de vue aussi du Proudhon chez Macron. « *L'équilibration des contraires* » (11) ne fut-elle pas déjà chère au socialiste libertaire Pierre-Joseph Proudhon ? Elle sera sans doute plus utile dans les mois qui viennent que la seule logique de « l'harmonie », de « la synthèse » ou de « l'unité » qu'on a tant privilégiée par le passé, à gauche, à défaut de comprendre et de vouloir.

Notre vision de la politique devrait pouvoir aisément s'accommoder de ce parti pris. Comme chez lui, je n'ai pas l'impression qu'elle se soit jamais réduite à la lutte pour le pouvoir mais ambitionne un « *partage du sensible* », envisage, le cas échéant, sans l'exclure a priori, un affrontement sur les manières de voir et d'organiser le réel, tout en sachant gérer les convergences quand elles existent ou sont à construire.

Contrairement à l'entendement commun, c'est aussi cela la démocratie : savoir gérer les dissensus. Après tout, nul besoin d'avoir lu Machiavel et ses *Discours sur la première Décade de Tite-Live*, pour se souvenir que selon les Anciens, la République est fondée sur la discorde, l'agencement pacifique - parce qu'équilibré - de la méésentente. Nos derniers Gvts l'ont trop oublié. Nous savons pourtant que les « bonnes » lois ne naissent pas obligatoirement de législateurs vertueux ou visionnaires mais également du bon usage des conflits et des humeurs des uns et des autres, oppositions politiques comprises. On oublie trop souvent que la sagesse des Anciens est d'avoir organisé le conflit, orchestré le dissensus. Nul doute que le Président Macron s'en inspire pour veiller à une meilleure santé du corps social, c'est-à-dire à l'équilibre de ses aspirations, de ses humeurs et de ses fureurs, sans nier aucun de ses troubles, comme d'aucuns de ses prédécesseurs, mais en veillant à « l'organisation des désordres sociaux ».

Si la politique est aussi une scène où deviennent visibles des choses qu'autrement on ne verrait pas, alors le sort inégal par exemple qui est fait aux uns et aux autres sous couvert d'égalité, ne peut nous laisser indifférents.

Certains pensent que l'égalité est un but à atteindre, au sens d'un statut économique ou d'un mode de vie semblable pour tous. Pour nous, au PRé, et c'est sans doute ce qui fait qu'on a pu s'assembler, malgré parfois des trajectoires politiques différentes ou nuancées : elle est une présupposition même de la politique.

La démocratie est le pouvoir de n'importe qui. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler pour le bien du plus grand nombre mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité fondamentale concerne d'abord la capacité de n'importe qui à discuter des affaires de la communauté et à les mettre en œuvre. Ce n'est pas idéaliste que de dire cela, c'est juste faire montre du souci de la justice comme moteur de toute action.

Il est évident que l'introduction d'une dose de proportionnelle pourrait aider grandement à ce *partage du sensible*.

Equilibrer les contraires

L'E.S.S, entre autres, peut notamment pleinement y participer et avoir valeur d'exemple, créatrice d'espaces communs, pragmatique et radicale (dans son acception première *prendre les problèmes à la racine*), conçue comme une *équilibration des contraires*. Elle peut apprendre des choses aux autres composantes de la galaxie social-écologiste européenne : en particulier sur le plan expérimental. Elle peut aussi apprendre des autres composantes : sur les effets de son institutionnalisation dans le capitalisme, par exemple. Et puis, comme les autres, elle a à réinventer au plan pratique et théorique. Pour se lancer dans cette aventure passionnante et aléatoire, elle doit se débarrasser de préjugés issus de l'histoire, tels que les oppositions routinisées entre réformes et révolution sociale ou pragmatisme et utopie, au profit d'une mise en tension et d'un dialogue entre les deux. Car nous ne sommes pas obligés de sacrifier les urgences du court terme aux moyens et longs termes d'une transformation sociale plus « radicale » au nom d'une religion de « l'avenir meilleur » ; ni sacrifier le plan du moyen et du long terme en étant engloutis dans la religion de l'immédiat propre à ce que l'historien François Hartog (12), spécialiste de la Grèce antique, appelle « *le présentisme* » contemporain (« un nouveau régime d'historicité » qui stipule qu'il n'y a plus que le présent), qui nous fait perdre nos repères dans le passé comme dans l'avenir.

Cet enjeu est facilité, me semble-t-il, par une demande de nouvelles formes contractuelles, de nouveaux modes relationnels, une organisation du travail qui permette la participation de chacun à la prise de décision dans son travail au quotidien, à la possibilité de l'influencer. Une demande d'autonomie en quelque sorte.

La tâche n'est pas facile, car il convient de ne pas se laisser complètement absorber par l'immédiat et/ou par l'institutionnalisation. Non pas pour préserver une illusoire pureté, comme l'ont jadis fait nombre de groupuscules gauchistes (jusqu'à EELV plus récemment) mais pour des raisons pragmatiques, afin d'être utiles à tous les acteurs dans le cadre de *l'équilibration des contraires*. Il est grand temps surtout d'aller du fait à l'idée, en se méfiant des solutions miracles et des avis tranchés qui ne s'embarrassent ni d'histoire ni de géographie. En se départissant de la surestimation de nos valeurs et de nos sentiments souvent grosse de déconvenues surtout dans les relations internationales.

Il nous revient d'éviter de retomber dans les préjugés éculés qui ont encore cours : la dénonciation par certains de « la trahison » des idéaux émancipateurs par l'institutionnalisation et la dénonciation par d'autres d'un « purisme » sans conséquences sur le réel. Il faut souhaiter qu'on en finisse avec les procès mortifères en sorcellerie : qui est de gauche, qui ne l'est pas, qui est écologiste, qui est socialiste, etc.

On n'est pas condamné à se rejouer indéfiniment la scène du trotskiste ou du maoïste soixante-huitard aveuglé par son sectarisme, ses totems et ses tabous, qui rugissait à la figure de l'autre « *d'où tu parles ?* » pour mieux disqualifier son interlocuteur et éviter de parler ainsi du fond.

Surtout si c'est pour finir dans le camp des néo-cons (ervateurs) (sic !)

N'a-t-on pas à inventer justement un nouveau type de relations que peut permettre ce quinquennat comme aucun autre avant lui depuis 2002, sortant tant des ornières passées que des non-relations qui ont pu se stabiliser au cours du temps ?

Il devient nécessaire de recoudre, interfacer, reconnecter. Faire d'un semis de luttes tribalisées ou de dissidences ghettoïsées un seul archipel. Fabriquer de l'hybride, du transversal, contrer le mitage par le maillage. Rehausser la fraternité au bon niveau. Insuffler du nous dans le *on*, et mettre du notre dans le *ce* (notre pays au lieu du détestable « ce pays »).

Rouvrir les Possibles

Si la fin des partis politiques dédiés exclusivement à l'écologie semble écrite, qu'ils aient faillis (EELV) ou qu'ils aient l'ambition de renouveler l'offre écologiste (LPE), il n'en reste pas moins que la bataille culturelle pour une écologie progressiste (on aurait dit avant : « de gauche »), c'est-à-dire de notre point de vue pour un projet social-écologiste, est encore devant nous.

Le PRé serait fondé à aider à établir une relation opérative entre les divers mouvements de la société civile et la politique institutionnalisée qui reste sinon à faire, du moins à consolider.

On ne peut ignorer que tout un pan de l'écologie se déploie sous forme d'expériences, d'expérimentations locales ou de transformation personnelle. Mais si ces mouvements ponctuels ne s'articulent pas à la politique au niveau national et international, s'ils n'emportent pas la conviction de la majorité et échouent à générer une législation incitatrice, voire contraignante, ils risquent de rester des contre-expériences sans débouchés et d'apparaître comme excluant une grande partie de la population.

Le philosophe Serge Audier en a parfaitement esquissé l'enjeu : produire un autre récit qui montre que, logiquement et historiquement, les luttes pour la liberté et l'égalité se sont articulées à des luttes pour défendre la « nature ». Il rappelle dans son dernier ouvrage que des mouvements émancipateurs ont investi avec cohérence, très tôt, ces enjeux, aussi bien parmi des socialistes, des anarchistes que des libéraux républicains éclairés. Il nous rappelle qu'Alfred Russel Wallace, un savant proche de Darwin, de conviction socialiste, est l'un des premiers grands penseurs de la destruction de la planète par une logique capitaliste. Avant lui, un pionnier du socialisme, notre Charles Fourier, formule dès les années 1820 l'idée que le capitalisme industriel ravage le globe, que la déforestation a un effet catastrophique sur les sols et le climat. D'où le projet de Fourier et de ses disciples d'une reforestation de la Terre, d'un rapport esthétique à la nature, d'une relation de soin et de valorisation. Sans compter cette tendance qualifiée « d'humanitaire et romantique » par Serge Audier, représentée par George Sand ou Marie d'Agoult, militante républicaine des années 1830-1840.

Il ne tient qu'aux acteurs politiques et sociaux de bonne volonté de retrouver dans ces fragments de pré-écologie progressiste, sociale et féministe, de quoi nourrir encore aujourd'hui une ambition universaliste, à mille lieux de la critique réactionnaire de la modernité.

La ville « verte » qu'il nous revient de promouvoir peut être le lieu même d'une vie démocratique renouvelée. Ne réfutant pas d'emblée les progrès de la science ou la conquête du bien-être universel, mais les inscrivant dans la connaissance et le respect de la nature, donc de l'Homme. Il nous incombe de démontrer qu'un pôle social-écologiste serait aussi le meilleur rempart pour éviter toute nouvelle dérive d'une écologie vers une simple rêverie primitiviste, pire, une pure régression sociale. Il nous revient de continuer à faire valoir qu'il existe une autre voie, qui peut emprunter à des traditions passées ou oubliées (qui ne se résument pas à une

vision romantique de l'écologie), mais qui peut aussi s'inventer en marchant, une autre voie que celle qui voudrait pousser la société à s'en remettre au biopouvoir, l'organicisme et l'archaïsme nostalgique...

La transition écologiste ne peut pas ne pas prendre en compte la révolution technologique en cours, elle doit ambitionner aussi de réveiller les vieux désirs d'émancipation de l'Homme qu'on croyait d'un temps passé, dépassé, qui permettent à chacun d'accéder aux ressources et aux opportunités nécessaires pour s'épanouir.

Qui mieux que la social-écologie pourrait aider à promouvoir des outils pour une société plus juste à l'heure d'ajustements mondiaux de l'économie qui semblent inévitables, qui nécessitent d'être encadrés, régulés ? Qui mieux qu'elle pourrait aider à renouveler l'idée d'une société réellement plus solidaire, plus coopérative qui aille au-delà de la simple économie collaborative, en connectant les personnes, les organisations et les idées autour de l'équité, mais aussi de l'ouverture et de la confiance ?

L'enjeu principal de ce pôle – sensibilité, s'il advient, consisterait ni plus ni moins en la (ré) invention d'un cadre émancipateur renouvelé pour le XXI^e siècle. Ce n'est qu'une possibilité historique à notre portée : il n'y a là rien d'inéluctable.

Les observateurs reconnaissent à Emmanuel Macron d'avoir su saisir le moment décisif où tout bascule, d'avoir su mobiliser à la faveur de la présidentielle son intuition, son savoir, son diagnostic et son intelligence (que je qualifierai pour ma part d'Ulyssienne), d'avoir su au bout de sa marche forcer la chance dans cette conjoncture présentiste où tous les repères avaient été perdus. Il est vrai qu'il a semblé se montrer plus confiant en sa volonté qu'en son destin.

A l'Elysée, l'homme, qui ne manque pas non plus de perspicacité, semble avoir opté pour une attitude compréhensive qui lui sera utile en cette rentrée d'automne. D'autant que si sa promesse d'une « nouvelle société » a pu séduire, elle a aussi accentué les attentes. Si la France a une chance de sortir de la défiance généralisée, du chemin de l'auto-destruction et de cette morosité érigée comme un des beaux-arts par les déclinistes de tous poils, il serait stupide de ne pas la tenter. Quoi qu'il en soit, il serait assez étrange de lui reprocher de tenir ses promesses, de se révéler être un homme d'action, de se refuser à faire comme avant : « un pas en avant, deux en arrière et trois de côté ». Ou de lui faire procès de ne pas rechercher la facilité, mais l'efficacité.

Au moment où les formations politiques du monde ancien, azimutées, étrillées comme jamais, se replient dans une mesquinerie petite-bourgeoise, sans générosité ni respect pour personne ni pour elles-mêmes, où les uns et les autres semblent ne pas vouloir sortir de l'étroit couloir de leur arrière-boutique et de leur ressentiment, sachons - sauf à vouloir se convertir au macramé ! - aux côtés des acteurs politiques, sociaux et économiques, comme des citoyens les plus volontaires, prendre notre part avec enthousiasme et lucidité dans cette voie ouverte par le Président de la République, qui n'a pas simplement trouvé la martingale, mais a rouvert le futur et donc *les possibles*. Et disons-nous que ni lui, ni qui que ce soit mû par le souci de l'intérêt général, ni le PRé, plus modestement, ne sont à l'abri de pouvoir relever le défi de l'imagination radicale dans la durée.

DL (Paris, 2 septembre 2017)

- (1) « *Un programme global de changement* », Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, présidée par Mme Gro Harlem Brundtland.
- (2) La planète est entrée dans une nouvelle ère géologique, baptisée anthropocène par les scientifiques à la suite du géochimiste et prix Nobel Paul Crutzen (dans un article fameux paru dans la revue *Nature* en 2002). Cette ère est réputée être née il y a deux siècles avec la révolution thermo-industrielle.
- (3) Laurent Fabius, conseillé entre autres par Jean-Paul Besset, fut le premier des responsables socialistes à proposer une nouvelle synthèse entre l'identité historique de la gauche et l'écologie.
- (4) Le Front de Gauche, inspiré par l'historien et philosophe allemand Arno Münster qui s'en rapprocha en 2012 (après être passé un temps par EELV) adoptera par la suite le concept d'Eco-socialisme. Co-signataire du Manifeste Eco-socialiste lors des "Assises de l'Eco-socialisme" organisé par le PG (en déc 2012), il quittera ensuite le PG, considérant ne pas pouvoir être en accord avec la ligne "souverainiste" et "populiste" de JL Mélenchon.
- (5) Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis* (Pour une histoire alternative de l'émancipation), (Ed. La Découverte, mars 2017)

- (6) Catherine Larrère (professeur émérite à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, spécialiste de philosophie morale et politique) a publié notamment *Pour une philosophie de l'environnement* (Aubier - collection Alto, 1997).
- (7) *Le puzzle français, un nouveau partage politique*, Hervé Le Bras, Jérôme Fourquet (Ed la Fondation Jean Jaurès / Fondation européenne d'études progressistes, 12-07-2017)
- (8) Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?* (La Découverte, 1999).
- (9) Bruno Latour, *Moderniser ou écologiser ? à la recherche de la "septième" cité*, 'Ecologie & Politique, n°13, 1995).
- (10) Les théories ou philosophies dites « du care » (de l'anglais Ethics of Care) trouvent leur origine dans une étude publiée par Carol Gilligan en 1982 aux Etats-Unis. Professeure de philosophie à l'Université Paris I - Panthéon Sorbonne, Sandra Laugier, travaille depuis plus de 17 ans sur cette forme de réalisme « ordinaire » (au sens de « *realistic* ») assez absente des théories sociales et morales contemporaines, qui ont tendance à réduire les activités et les préoccupations du *care* à un souci des faibles ou des victimes, sans véritable enjeu politique. Au contraire, la perspective du care est selon elle indissociablement éthique et politique : elle élabore une analyse des relations sociales organisées autour de la dépendance et de la vulnérabilité. Y compris en réplique à la « position originelle » décrite par John Rawls.
- Le care a été empruntée à gauche, presque en catimini, par Martine Aubry en 2010 quand elle était aux affaires à Solferino, mais à la va vite, de sorte que l'idée à peine évoquée sur la place publique, a été critiquée tous azimuts et enterrée à la faveur d'une polémique bien française.
- Auteure notamment de *Qu'est-ce que le care ?* (avec Patricia Paperman et Pascale Molinier) (Payot, 2009).
- (11) On a eu l'habitude (à gauche) et plus largement dans le mouvement syndical de caractériser la société émancipée comme un cadre « harmonieux » (selon une expression d'inspiration on ne peut plus religieuse) ou un « dépassement » des contradictions sociales dans une « synthèse » (selon une certaine vision du communisme inspirée de la philosophie dialectique de Hegel). Notre confrontation à la question de la pluralité nous oblige notamment à sortir de cette magie de « la synthèse » pour assumer le fait qu'une série d'« antinomies » (selon le vocabulaire de Proudhon), ne seraient pas résorbées ou dépassées. Proudhon parlait de manière stimulante d'une « équilibration des contraires », ne prétendant pas abolir les contradictions dans une société meilleure. On pourrait presque y voir une source d'inspiration du candidat Macron devenu Président (sic !) « La fédération » constituant par exemple un cadre politique pour une telle « équilibration des contraires » dans une société émancipée.
- (12) François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps* (Le Seuil, 2003) et plus récemment *La Nation, la Religion, l'Avenir : sur les traces d'Ernest Renan* (Gallimard, 2017).